

OPINION

redaction.union@sonapresse.com

La question de la dette : rétablir la vérité

Par Li Jinjin (*)

UNE personne officielle des États-Unis a dit le 29 mars 2023 qu'elle était très inquiète des activités de la Chine en général qui avaient fait s'enliser des pays dans la dette au lieu de contribuer à leur développement économique. Ce n'est pas la première fois qu'un groupuscule des pays occidentaux accusent la Chine de tendre des " pièges de la dette ", surtout en Afrique. Cette narration mensongère ne vise qu'à dénigrer la Chine et qu'à porter atteinte à la coopération sino-africaine. Il est nécessaire d'éclaircir sur les points suivants : Premièrement, les pays africains ont le droit et le besoin de contracter des emprunts. Les pays en développement et les pays développés ont tous la nécessité de faire des dettes. Le gouvernement des États-Unis a ajusté le plafond de la dette à plus d'une centaine de reprises. Et le volume actuel des emprunts d'État a dépassé 31 trillions de dollars, soit presque 30 fois supérieure à la dette extérieure totale de l'Afrique.

Comme les pays développés, les pays africains doivent également se développer et ont le droit de le faire par contracter les emprunts. Je me souviens qu'un haut cadre gabonais a dit que la dette n'était pas mauvaise en soi, surtout quand elle servait à investir. Je suis tout à fait d'accord avec lui. La solution du problème de la dette de l'Afrique dépend encore du développement.

Deuxièmement, les politiques fiscales et financières irresponsables des États-Unis sont à l'origine de la crise actuelle de la dette africaine. Avec l'hégémonie du dollar américain, les États-Unis avaient lancé trois séries de programmes d'assouplissement quantitatif pour abaisser ainsi leur taux d'intérêt à un niveau proche de zéro et injecter des liquidités excédentaires dans le monde entier.

En conséquence, un afflux massif de dollars à faible taux

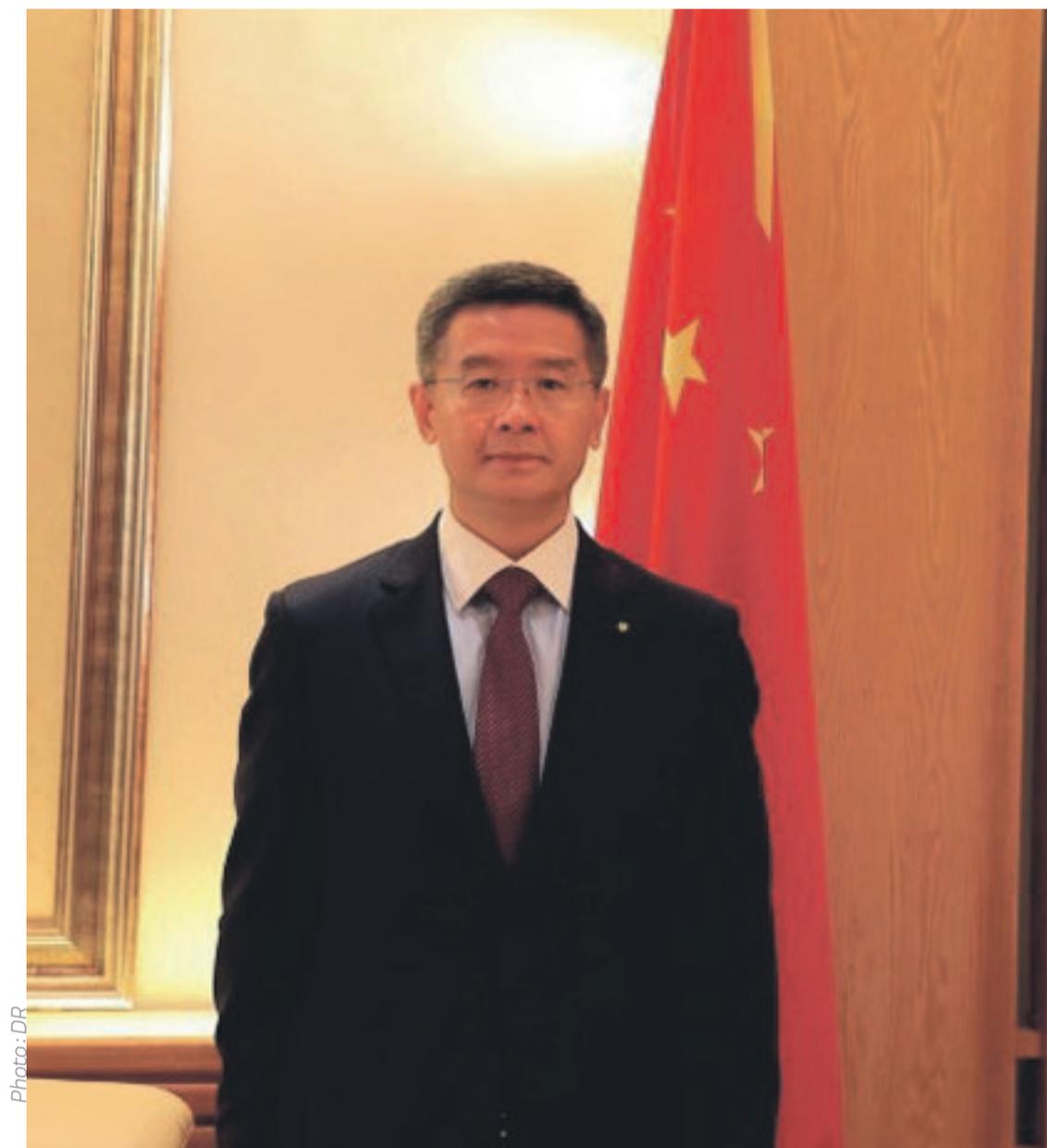


Photo: DR

d'intérêt était entré dans les pays émergents, y compris l'Afrique. Ils avaient par la suite relevé leur taux d'intérêt de manière radicale. Surtout depuis l'année dernière, la hausse appliquée par les États-Unis des taux d'intérêt d'une ampleur et d'une vitesse sans précédent avait entraîné, dans les pays africains, la sortie massive de capitaux, le manque de liquidités, la rupture des chaînes de capitaux, la dévaluation de leur monnaie nationale, l'augmentation sensible du coût du remboursement de leur dette libellée en dollars américains. Ce qui a pour conséquence aggraver la vulnérabilité de la dette des pays concernés. Quelques pays africains sont obligés de déclarer une suspension d'une partie de leur service de la dette extérieure. Ils sont ainsi victimes du piège de la dette dressé par les manœuvres

financières égocentristes des États-Unis qui nuisent à autrui dans leur propre intérêt. Troisièmement, la Chine est toujours un pilier pour aider l'Afrique à faire face aux difficultés liées à la dette. Suite aux problèmes d'endettement des pays africains, elle a pleinement mis en œuvre " l'initiative du G20 sur la suspension du service de la dette (ISSD) ", avec un montant suspendu le plus important parmi les membres du G20. Elle a aussi participé avec les membres concernés à la gestion de la dette dans " le cadre commun du G20 " pour le traitement de la dette au-delà de l'ISSD en coprésidant deux des trois Comités pour les cas de dettes.

Le président Xi Jinping a annoncé, lors de la cérémonie d'ouverture de la 8e Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine

(FCSA), que la Chine était disposée à prêter à nouveau 10 milliards de dollars américains provenant des droits de tirage spéciaux (DTS) supplémentaires émis par le FMI aux pays africains, et les progrès en ont été réalisés étape par étape. Par ailleurs, la Chine a fait de son mieux pour annuler les dettes des pays les moins avancés dans la mesure du possible. La Chine a annoncé, lors de la Réunion des coordinateurs de la mise en œuvre des actions de suivi de la 8e Conférence ministérielle du FCSA en 2022, qu'elle annulerait 23 prêts sans intérêts arrivant à échéance fin 2021 de 17 pays africains.

Quatrièmement, pour régler la question de la dette, l'impératif est la participation significative des institutions financières multilatérales et des créanciers commerciaux. Selon

les statistiques de la Banque mondiale, les institutions financières multilatérales et les créanciers commerciaux détiennent respectivement 28,8 % et 41,8 %, au total près de 75 % de la dette extérieure africaine subsaharienne. C'est-à-dire, les institutions financières multilatérales et les créanciers commerciaux restent sans aucun doute le plus important créancier de l'Afrique, tandis que la part de la dette détenue par la Chine dans la dette extérieure de l'Afrique n'est que de 17 %. De plus, les créanciers commerciaux, dépendant principalement des capitaux occidentaux, accordent des prêts sur des taux de change flottants lesquels dépassent de loin ceux des prêts préférentiels multilatéraux.

Par ailleurs, jusqu'à présent, les États-Unis et les pays occidentaux ont promis près de 100 milliards de dollars d'aide sous formes diverses à l'Ukraine, alors qu'ils n'ont pas encore montré l'intention de fournir des espèces sonnantes et trébuchantes pour alléger le problème d'endettement de l'Afrique.

La Chine attache une grande importance aux besoins financiers de l'Afrique et n'a jamais conditionné ses prêts à une exigence politique quelconque. Les innombrables grands projets d'infrastructures, hôpitaux et écoles construits par la Chine se trouvent partout en Afrique, apportant des bénéfices tangibles aux peuples africains. Jusqu'à aujourd'hui, aucun pays africain n'est tombé dans un surendettement dû à la coopération avec la Chine.

Le soi-disant " piège de la dette " en Afrique est une désinformation créée par des forces qui ne veulent pas voir le développement accéléré de l'Afrique et cherchent à coincer l'Afrique dans un " piège de la pauvreté " et un " piège du non-développement " pour toujours.

(*) Diplôme, ambassadeur de la République populaire de Chine au Gabon.